



SUD CEPAL

Union
syndicale
Solidaires

Solidaires, Unitaires, Démocratiques

Section AUVERGNE LIMOUSIN

18 avenue d'Ariane

BP 51588 87022 LIMOGES Cedex 9

05.55.33.87.11 / 06.99.73.93.22 / 04.73.98.57.78

GAME OVER !



Aujourd'hui, on ne sait plus quels termes ou quels gestes il faut utiliser pour se faire comprendre par la direction de la CEPAL.

Cela va bientôt faire un an que les élus, en intersyndicale, ont fait le forcing pour mettre la direction autour de la table afin d'aborder le problème de la santé au travail. A ce jour toujours rien de perceptible par les salariés, bien au contraire ! Le but de ces « états généraux » était bien d'agir pour améliorer les conditions de travail, la direction n'a retenu que le verbe « discuter » et non celui « d'agir ». Elle n'arrive pas (ou alors c'est voulu) à se faire entendre par quelques managers réfractaires !

Pire encore, depuis le début de l'année certaines pratiques managériales s'aggravent :

La pression commerciale devient du harcèlement commercial surtout avec le phoning !

A croire qu'il faut que les objectifs de l'année soient réalisés fin mars !

Les valeurs de l'école CEPAL sont bafouées en permanence !

Les briefs sont toujours nombreux, directifs et désagréables !

Les mails sont toujours aussi nombreux et agressifs !

Les comparaisons individuelles perdurent !

Les entretiens sont dévalorisants ! Les effectifs sont insuffisants !

Nouveau : Le coaching ! En fait c'est une pression de plus !

A chaque jour un nouveau tableau de suivis !

L'« HDJ libre » est tout sauf libre ! Aucune communication positive !

Sans oublier l'appauvrissement des services administratifs !

La direction devrait être bien attentive aux divers messages qui lui sont adressés par l'ensemble des élus, avant le CHAOS car les salariés vont lui dire prochainement : GAME OVER !



La direction fait preuve du même autisme quand il s'agit de discuter salaire, intéressement et participation.

La direction reconnaît sur le papier ou lors de cérémonies diverses que les salariés bossent très bien, mais cette reconnaissance est loin d'être suffisante.

Les quelques 350 ou 300 € bruts décidés unilatéralement en NAO nationale pour 2012 ne sont pas un signe de reconnaissance mais « un grand foutage de gueule ! »

Il reste à la direction locale de prendre de réelles mesures pour corriger le tir :

- **Un salaire minimum à 1500€**
- **Une augmentation générale de 3.5%** (inflation depuis 5 ans : 8.5%)
- **Un intéressement majoré**
- **Un accord dérogatoire pour la participation**

La direction doit comprendre que les salariés ne sont pas des pions juste là pour gagner du PNB, qu'elle va d'ailleurs redonner à BPCE pour combler les pertes du Groupe.

Là aussi les salariés pourraient siffler le hors-jeu !

Mais attention, ces mesures ne peuvent surtout pas être une monnaie d'échange pour maintenir les conditions de travail « pourries » qui existent à la CEPAL aujourd'hui.